



COMMUNE DE MAGNY LES HAMEAUX

.....

DECISION n° 2023-041

Le Maire de la commune de Magny les Hameaux,

Vu l'article L 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales autorisant le Maire à recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil Municipal,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 29 juin 2021 autorisant Monsieur le Maire à signer l'ensemble des documents afférents à la passation et à l'exécution du marché de travaux de restructuration du gymnase Auguste Delaune (y compris les avenants), après avis de la Commission ad'hoc,

CONSIDERANT que la ville de Magny-les-Hameaux a lancé une consultation (Marché 2021-005-BAT) afin de réaliser des travaux de restructuration du gymnase Auguste Delaune.

CONSIDERANT que pour le lot 2 – Démolition- Gros œuvre- Structure- VRD – Espaces verts, le marché de travaux a été conclu avec la société DOMATECH sise 2, rue Louis Armand – 95230 SOISY SOUS MONTMORENCY, pour un montant de 1 307 856.46 € TTC.

CONSIDERANT que dans le cadre de ce marché, et notamment du lot n° 2 Démolition- Gros œuvre- Structure- VRD – Espaces verts», il est nécessaire de réaliser des travaux modificatifs.

Vu l'avis de la Commission ad'hoc réunie le 17 novembre 2023,

DECIDE

- **Article 1** : d'approuver la conclusion d'un avenant n°2 au Lot 2 « Démolition- Gros œuvre- Structure- VRD – Espaces verts» avec la société DOMATECH sise 2, rue Louis Armand – 95230 SOISY SOUS MONTMORENCY, relatif à des travaux supplémentaires, pour un montant de 7 315,22 € HT soit 8 778,26 € TTC.
- **Article 2** : La présente décision sera inscrite dans le registre des délibérations du Conseil Municipal et fera l'objet d'une communication sous forme d'un relevé de décisions diffusé au Conseil.

Magny les Hameaux, le 20 novembre 2023

Mise en ligne le sur le site internet de la ville :

21 NOV. 2023

Certifiée exécutoire le : 21 NOV. 2023



Le Maire

Bertrand HOUILLON

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication et/ou de notification (articles R421-1 à R421-7 du Code de Justice Administrative)